

FIEB
ENV
9

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION
GIE NITRO BICKFORD
à SAINT CRESPIN SUR MOINE

cl^r

A R R E T E

Arrêté complémentaire
D3 - 93 - n° 274

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Officier de la Légion d'Honneur,**

VU, la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU, le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux mêmes installations et notamment son article 18 ;

VU, le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence et notamment son article 6 ;

VU, l'instruction ministérielle du 12 juillet 1985 relative aux plans d'intervention en cas d'accidents liés aux risques technologiques ;

VU, l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1984, autorisant M. le Directeur général du GIE NITRO BICKFORD, dont le siège social est 21 rue du Vernet à PARIS (75), à exploiter un dépôt d'explosifs au lieu-dit "Chantepie" à SAINT CRESPIN SUR MOINE ;

VU, le rapport de M. l'Ingénieur divisionnaire de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, du 11 février 1993 ;

VU, l'avis de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées, du 15 février 1993 ;

VU, l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène lors de sa séance du mercredi 24 février 1993 ;

.../...

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

- A R R E T E -

Article 1er – M. le Directeur général du GIE NITRO BICKFORD, dont le siège social est 21 rue Vernet à PARIS (75) établira pour son dépôt d'explosifs de SAINT CRESPIN SUR MOINE un plan d'opération interne conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985 dont un extrait est joint en annexe.

Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en oeuvre par l'exploitant en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Article 2 – Ce plan sera transmis pour le 30 juin 1993 à l'inspection des installations classées et au Service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile (Préfecture de Maine et Loire) et au Service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

Article 3 – En cas d'accident, l'exploitant assurera la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet.

Article 4 – L'exploitant soumettra à l'approbation du Préfet ses propositions pour l'information préalable des populations concernées par les risques encourus et les consignes à appliquer en cas d'accident. Les frais afférents pourront être mis à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 1984 restent applicables.

Article 6 – Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 7 – Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT CRESPIN SUR MOINE et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par Mme le Maire de SAINT CRESPIN SUR MOINE et envoyé à la Préfecture.

Article 8 – Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la Préfecture et à la mairie de SAINT CRESPIN SUR MOINE.

Ampliation du présent arrêté est remise à M. le Directeur général du GIE NITRO BICKFORD.

.../...

Article 9 – Conformément à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, si un rapport de l'inspection des installations classées constate l'inobservation des conditions imposées par le présent arrêté, une mise en demeure est adressée à l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui sont engagées.

Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'activité de l'établissement peut être suspendue, après avis du Conseil départemental d'Hygiène, jusqu'à l'exécution des conditions imposées.

Article 10 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de CHOLET, Mme le Maire de SAINT CRESPIN SUR MOINE, MM. les Inspecteurs des installations classées et M. le Lieutenant-Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 14 avril 1993

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Pour ampliation
Le Directeur des Collectivités Locales
de la Culture et de l'Environnement


Jean-François RUGUET

Pierre SOUBELET

